

Anarcho-syndicalisme

L'histoire du capitalisme pourrait se résumer à la quête frénétique de nouveaux marchés par les fractions dominantes de la bourgeoisie des pays industrialisés. Cette quête se caractérise elle-même par l'alternance de périodes d'expansion (ouverture de marchés) et de récession (rétrécissement des marchés).

Trois phases dans l'évolution du capitalisme peuvent, schématiquement, être isolées :

1. Au XIX^e siècle, le capitalisme libéral a vu la domination d'un seul pays sur le marché mondial – la Grande Bretagne. C'est la période qu'ont connue les premiers penseurs du socialisme, et leurs théories sont largement déterminées par cette circonstance.
2. Vers la fin du XIX^e siècle, de nouvelles grandes puissances apparaissent qui imposent un nouveau partage des marchés. Les bases de la production capitaliste s'étendent, c'est-à-dire que le capitalisme s'impose dans des secteurs jusque là préservés : éviction des artisans, des petits paysans ; ainsi que dans des pays jusque là préservés : extension des conquêtes coloniales. Avec le temps, les secteurs et les pays qui ne sont pas intégrés dans le cycle de production capitaliste diminuent ; les possibilités d'expansion du marché s'amenuisent.
3. Aussi, les capitaux vont-ils chercher de nouveaux marchés dans les pays industrialisés eux-mêmes. Ce sera d'une part l'exportation de capitaux des pays capitalistes les plus développés vers les pays capitalistes moins développés, et la soumission des seconds aux premiers. Ce seront ensuite les guerres impérialistes. Les guerres, avec les immenses destructions qu'elles provoquent, sont un des moyens de

résoudre la contradiction entre la tendance à l'expansion du capital et les obstacles à cette tendance causés par les limites mêmes du globe.

L'économie mondiale va de façon constante vers une intégration croissante de la production. Chaque pays du globe fait partie d'un ensemble où il joue un rôle dans la division internationale du travail ; chaque secteur d'industrie est étroitement dépendant d'autres secteurs, et lui-même est indispensable à d'autres secteurs ; chaque entreprise est liée par des liens étroits à un réseau complexe de production dont chaque élément est dépendant des autres. C'est ce qui fait la force du capitalisme industriel d'aujourd'hui mais aussi sa faiblesse : toute modification dans une partie du mécanisme peut avoir des conséquences importantes pour l'ensemble de la machine. Mais, surtout, cette intégration croissante modifie sensiblement les formes de la domination capitaliste et les conditions de son développement.

Concentration du capital et baisse du taux de profit

La concentration du capital est liée directement au phénomène de la baisse du taux de profit. La concurrence entre les capitalistes élimine ceux qui sont techniquement et financièrement les plus faibles. Il se crée une modification à la fois dans la taille des unités de production (usines plus grandes) et dans le contrôle – un plus petit nombre de gens contrôle un plus grand nombre d'entreprises [[La part de chiffre d'affaires réalisé par les quatre premières entreprises de chacun des secteurs d'activité suivants par rapport au chiffre d'affaires global du secteur concerné est passée entre 1963 et 1969 de :

- 67,7 % à 82,1 % pour la métallurgie,
- 56,8 % à 77,2 % pour la sidérurgie,
- 56,9 % à 64,9 % pour la construction aéronautique,
- 28,8 % à 40,7 % pour l'industrie du verre.]]

Seul le travail fournit de la valeur, l'outil en lui-même n'est qu'un instrument inerte si l'ouvrier ne l'utilise pas. Or, la composition interne du capital évolue ; la part du capital mort, les machines les outils, etc., augmente par rapport au capital vivant, la force de travail. Cela signifie que le capitaliste doit investir dans l'outillage, les machines, qui ne produisent pas en elles-mêmes de valeur, proportionnellement plus que dans le capital vivant, la force de travail. Il en découle que la rentabilité de ses investissements diminue... La seule consolation du capitaliste est que si le taux de profit baisse, la masse de la plus-value continue d'augmenter. Un taux de profit de 10 % sur 1 milliard, cela fait 100 millions. Mais ces cent millions consoleront le capitaliste de ne pas faire 12 % de profit sur seulement 200 millions, soit 24 millions.

Le capitalisme a de multiples moyens pour atténuer les effets de cette baisse du taux de profit, le plus important étant d'accroître l'exploitation du travail, en jouant sur le marché du travail ; ce qui entraîne l'extension de l'armée industrielle de réserve et l'accroissement de la concurrence entre les travailleurs ; et en jouant sur le marché des biens de consommation en augmentant la production pour faire baisser les prix, ce qui entraîne la surproduction.

Certains ont pu tirer de la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit la conclusion de la chute automatique du capitalisme. Pour cela, il faudrait montrer que l'augmentation de la masse de profit ne compense même pas la baisse du taux de profit. Cela ne correspond pas aux faits observables.

La question n'est pas dans l'éventualité que la somme du profit global diminue en dépit de l'augmentation de la production, c'est que le développement et l'élargissement de la production industrielle trouveront leurs limites dans l'impossibilité d'écouler cette production, c'est-à-dire de leur trouver un marché. Rosa Luxembourg disait : Si on attend de la chute du taux de profit l'écroulement du capitalisme, on

pourrait attendre aussi bien jusqu'à ce que le soleil s'éteigne.

Rétrécissement du marché

Pour que le capitalisme puisse se maintenir, il faut qu'il reproduise constamment les conditions de son mode de production : le contrôle des moyens de production par une minorité ; l'existence d'une classe dominée obligée de vendre sa force de travail pour vivre, et dont le revenu sous forme de salaire suffit seulement à satisfaire les besoins immédiats. Dans *Solidarité ouvrière* de février, nous disions :

« Alors que le taux d'épargne était en 1969, pour l'ensemble des catégories professionnelles, de 14 % du revenu disponible, il était de 12,5 % pour les ouvriers et pouvait atteindre 25 à 30 % pour les cadres supérieurs. Encore faut il distinguer épargne et épargne. L'épargne des travailleurs correspond : 1°) à une consommation différée pour couvrir les impôts, les coups durs et les vacances ; 2°) à l'acquisition de biens durables indispensables : c'est le cas de l'électroménager ; 3°) à l'acquisition de biens immobiliers qui ne produisent pas de plus-value : exemple, dans 80 % des cas, le logement principal.

« Mais il en va autrement de l'épargne des pseudo-salariés et des cadres. Cette épargne est avant tout source de plus-value. Alors que 1 % de l'épargne ouvrière est consacrée à l'achat d'actions boursières, le chiffre est de 20 % pour les cadres supérieurs. »

On pourrait ajouter que ce chiffre de 1 % serait plus faible encore si la « participation » instituée par la loi n'existait pas [[Le ministère du travail donne les chiffres suivants : pour l'année 1974, 765 millions de francs exonérés d'impôts ont été perçus par les salariés au titre de l'intéressement. 4.200.000 salariés, dans 1.553 entreprises, sont concernés par la « participation ». Cela fait donc la bagatelle de 182,14 F

par personne...]]].

• **Reproduction rétrécie**

La crise actuelle du capitalisme est précisément que la reproduction du capital se rétrécit relativement au marché, c'est-à-dire que les salariés ont un niveau de vie qui baisse en comparaison du développement des forces productives.

La reproduction rétrécie du capital peut prendre plusieurs formes :

- une chute brutale de la production, non pas nécessairement de la masse de la production mais de sa valeur, provoque une crise économique. D'où fermeture d'usines, licenciements de main-d'œuvre. Chute du pouvoir d'achat, mévente, chute des prix, fermetures d'entreprises. Le cycle de la crise est complet. Ceci détruit l'argumentation selon laquelle ce sont les revendications ouvrières qui provoquent la hausse des prix. Pour cela, il faudrait que les travailleurs aient le pouvoir d'influer sur la valeur de la masse de la production, ce qui est leur attribuer un pouvoir qu'ils sont loin d'avoir !!!

- de même, une modification dans la répartition des ressources productives peut produire un rétrécissement de la reproduction du capital : par exemple la production de biens d'équipement et de consommation destinés à l'armée, la police, à l'entretien de l'encadrement parasitaire dans le secteur privé, etc. Aussi longtemps qu'il y a des ressources non employées dans la société, ces « stimulants » auront tendance à assurer un plein emploi tout relatif, tout en sapant à la longue la stabilité de la monnaie, et à retarder la crise.

• **Marchés de remplacement**

Les difficultés qu'ont les capitalistes à écouler la production (surproduction) et de trouver de nouveaux champs d'investissement (surcapitalisation) les poussent à trouver

des marchés de remplacement. Naïvement, on pourrait croire que, puisque les marchés sont saturés, puisque on trouve de plus en plus difficilement des secteurs où investir, les capitalistes vont, enfin, se consacrer au bien public. C'est oublier que le capitaliste ne raisonne pas en terme d'investissement social et d'intérêt public, mais d'investissement rentable et d'intérêt privé. Lorsque les marchés sont tous saturés et que les champs d'investissement (rentables) sont saturés également, la bourgeoisie, poussée par une logique implacable, investira... dans les moyens de destruction qui constituent un marché de remplacement indispensable, à court terme parce qu'ils permettent d'employer des moyens de production qui seraient autrement inutilisés, à long terme parce qu'ils permettent de détruire des forces productives et donc de reconstituer potentiellement des marchés futurs. Troisième avantage, l'économie de guerre peut, éventuellement, de marché de remplacement, devenir instrument pour étendre le marché réel...

• Rôle de l'État

En situation de rétrécissement du marché et de recherche de marché de remplacement, l'État joue un rôle prépondérant. Si l'économie d'armement permet la mise en valeur du capital de l'industrie lourde « surcapitalisée », et fournit à ce capital un marché, elle transforme l'État en client principal de cette industrie.

l'État garantit aux monopoles leurs profits par une politique de subsides et par les commandes publiques qui sont dans leur grande majorité consacrées à la défense nationale. Ainsi s'explique cette contradiction apparente en France, qui fait que la construction aéronautique militaire est une industrie essentiellement privée, et la construction aéronautique civile une industrie étatisée ...

Fractionnement du marché mondial

Le capitalisme analysé par Marx à partir du milieu du siècle dernier était un capitalisme en pleine expansion. Le mode de production capitaliste dont l'Angleterre constituait la forme la plus avancée, s'étendait d'une part par la pénétration dans les milieux non capitalistes (colonies) et par la création de nouveaux secteurs d'investissements rendus possibles grâce au progrès technologique.

« Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut pénétrer partout s'établir partout, créer partout des moyens de communication.

« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. » (Marx, *Le manifeste communiste*.)

Cette période ascendante est aujourd'hui achevée, les marchés ont été tous conquis ; on assiste maintenant à une période de rétrécissement et de fractionnement du marché mondial.

Un certain nombre de facteurs expliquent ce phénomène.

1) la fermeture relative de certains marchés au capitalisme monopoliste.

Il s'agit de la Russie dans les années 20, de l'Europe orientale après 1944, de la Chine au début des années 50, de la Corée, du Vietnam du Nord, de Cuba. Nous disons « fermeture relative » car ces pays, surtout les trois premiers exemples cités, continuent à importer des biens de consommation et des facteurs de production des pays du monde dit « libre » et à y exporter des produits, surtout des matières premières. Mais ces pays ne constituent pas, pour le capitalisme des monopoles, un marché ouvert : les importations sont

étroitement sélectionnées et limitées au strict nécessaire ; d'autre part, les monopoles ne peuvent pas y exporter de capitaux (ou presque pas ; Voir *Soli* n° 27-28). Un tiers du globe environ est fermé à l'expansion du capital monopoliste.

Depuis la Deuxième guerre mondiale, les mouvements de décolonisation ont réduit les débouchés de certains produits dans quelques pays du monde, qui ont tenté de produire eux-mêmes ce qu'ils étaient auparavant obligés d'importer.

2) l'essor industriel de certains pays

a transformé ceux-ci en concurrents du capital monopoliste dans quelques branches de la production, surtout les biens de consommation. L'expansion industrielle de l'URSS et de l'Europe de l'Est a permis à ces pays de remplacer en partie les monopoles impérialistes dans le commerce avec quelques pays industrialisés et sous-industrialisés. Précisons que ce deuxième aspect est nettement moins important que le premier dans le phénomène de rétrécissement du marché mondial...

L'aggravation de la lutte entre les monopoles et entre les États pousse chaque pays à essayer de vivre sur lui-même, en cycle fermé et à recourir à la concentration maximale. Cette concentration prend la forme de capitalisme d'État dans le cas des pays arrivés le plus tardivement à un niveau de développement suffisant, car c'est pour eux la seule façon de préserver l'économie nationale de la pénétration des capitaux étrangers et de la soumission à ceux-ci. Mais ce serait une erreur de croire que les monopoles sont une forme de concentration « inférieure » à celle du capital d'État : certaines ententes monopolistes internationales constituent une tendance vers une forme de concentration supérieure à celle qui pourrait se réaliser dans le cadre d'un seul État.

[|* * *|]

Dans [*Solidarité ouvrière de janvier*](#) nous avons vu comment les monopoles réussissent à modeler l'offre de biens de

consommation en fonction de leurs intérêts propres. En suscitant artificiellement la consommation dans certains secteurs par des méthodes de persuasion clandestine scientifiquement éprouvées, les monopoles altèrent le marché dans le sens traditionnel du mot, qui implique un choix de la part du consommateur.

Le marché capitaliste peut prendre de multiples formes, il peut subir de multiples limitations liées au degré de concentration du capital : confondre ces limitations avec des mesures socialistes ou avec des conditions suffisantes pour la réalisation du socialisme est une erreur grave.

Ce qui, à nos yeux, apparaît comme une expansion du capitalisme à travers la concentration étatique et l'altération de la forme traditionnelle du marché semble être pour certains un fait automatiquement positif : « ...la pratique croissante de l'interventionnisme d'État apparaît comme un hommage involontaire que le capital rend au socialisme » (Mandel, *Traité d'économie marxiste* t. 3 p. 263).

Les limitations apportées au marché des biens de consommation et de production par le capitalisme à son stade le plus concentré ne définissent en rien ce régime comme socialiste dans la mesure où subsiste la relation capitaliste fondamentale, l'exploitation salariale, le marché de la force de travail.